Le moment de vérité

par Boris BOBRINSKOY*

Il est difficile de ne pas évoquer en cet éditorial de l'année nouvelle les événements qui émergent dans l'actualité religieuse de ces dernières semaines, en particulier la visite historique de Mikhaïl Gorbatchev au pape Jean-Paul II. Les incidences de cette rencontre seront certainement énormes, car il s'y agira, en particulier, du droit rendu aux catholiques orientaux d'U.R.S.S. de recouvrer leur liberté religieuse et d'accéder à une existence officielle après plus de quarante ans de persécution et de quasi-inexistence légale. Il faut se réjouir de ce geste de « tolérance » élémentaire dont le déni bafouait les droits de l'homme les plus légitimes.

Il est peut-être naturel que dans une France, encore à grande majorité catholique, du moins nominalement, les médias se fassent l'écho de cette libéralisation prochaine de la législation soviétique. Cette libéralisation touchera avant tout les communautés catholiques ukrainiennes de rite oriental, jusqu'ici hors la loi, mais en réalité, toutes les confessions chrétiennes, sans exception, devraient en bénéficier.

L'équilibre confessionnel des Églises d'U.R.S.S. s'en trouvera profondément modifié. Tout en demeurant majoritaire dans l'ensemble de l'Union soviétique, l'Église orthodoxe russe coexistera désormais avec de nombreuses communautés catholiques orientales qui s'organiseront en diocèses sous obédience romaine.

L'on observe aussi, parmi les orthodoxes d'Ukraine eux-mêmes, une tendance soit à briguer une autonomie ecclésiastique par rapport au patriarcat de Moscou, compromis avec le Kremlin, soit même à rejoindre les rangs des Églises uniates, rehaussées par le soutien d'un pape puissant et libre.

En face d'une situation ecclésiastique mouvante et difficile, nous nous interrogeons sur l'attitude qu'adopteront les Églises concernées : le patriarcat de Moscou qui se verra rogné de nombreuses paroisses qui désirent retrouver leur allégeance romaine et cherchent à récupérer les biens ecclésiastiques dont ils furent spoliés par Staline en 1946 au profit de l'Église orthodoxe russe. Le patriarcat de Moscou saura-t-il recon-

* Professeur de dogmatique à l'Institut de théologie Saint-Serge et recteur de la paroisse orthodoxe française de la Crypte de la Sainte Trinité à Paris. Texte publié dans le *Bulletin de la Crypte* et reproduit dans *Service orthodoxe de presse*, n° 144, janvier 1990, pp. 23-24.

naître les souffrances subies par les uniates et la légitimité de leurs revendications, sans oublier néanmoins les pages tragiques des siècles derniers, quand les paroisses orthodoxes d'Ukraine et de Galicie furent elles-mêmes « réunies » à Rome, sous la pression des évêques et des princes catholiques de Pologne et de Lituanie ?

Par ailleurs, la hiérarchie catholique romaine saura-t-elle résister à la tentation de triomphalisme et de conquête d'un pays traditionnellement orthodoxe, par une Église catholique mue encore aujourd'hui par une ecclésiologie « universaliste » ? Nous en discernons hélas les prémices dans certains milieux catholiques aujourd'hui.

Le « moment de vérité » approche pour le dialogue de charité entre nos Églises. Tout récemment encore, le dialogue orthodoxe-catholique s'est heurté à l'obstacle majeur de l'uniatisme. Il est temps de le considérer en face, dans la lucidité réciproque et la repentance quant au passé, dans la charité quant au présent, dans l'inventivité spirituelle quant à un avenir grevé de lourdes hypothèques historiques.

Est-il encore (ou déjà) possible que nos ecclésiologies s'accordent, ou bien sont-elles destinées à demeurer fondamentalement exclusives l'une de l'autre ? Le primat romain peut-il retrouver ses limites et sa fonction de service de l'unité telles qu'elles étaient reconnues unanimement jusqu'à la fin du premier millénaire, au profit du plein pouvoir de l'épiscopat des Églises locales et régionales ? Est-il possible qu'à ce prix-là, et au terme d'un véritable consensus dogmatique préalable sur le contenu de la foi « orthodoxe », les Églises orthodoxes reconnaissent la primauté traditionnelle du siège de Rome, dans le cadre d'un gouvernement « conciliaire » et collégial des évêques ? Pour Rome, il ne s'agirait pas moins que de renoncer à un certain « style » de l'exercice d'une primauté de pouvoir d'un pape qui est, avant tout, évêque de sa propre ville et de son diocèse.

Il faut souhaiter la reprise de gestes publics d'humble réconciliation et de repentance dont le pape Paul VI avait fréquemment donné l'exemple. A ce titre, on ne peut pas ne pas saluer avec respect et reconnaissance le courage du cardinal Mirosław Lubachivsky, primat des Ukrainiens catholiques en exil (courage en face de ses propres ouailles), pour avoir, une seconde fois en moins d'un an, tendu la main aux orthodoxes et appelé « au pardon, à la réconciliation et au respect de l'autre ».

Si ce chemin de pardon et de respect réciproque était poursuivi jusqu'au bout par nos deux Églises, un grand pas vers l'unité effective serait franchi et le problème même de l'uniatisme, en tant qu'un des obstacles majeurs vers l'unité, serait résolu, car l'uniatisme n'aurait plus de raison d'être.

Le chemin de l'amour est un chemin étroit, parsemé d'embûches et d'écueils ; c'est un chemin de croix et le Crucifié nous y convie. Mais nous ne pouvons nous y engager que dans la force de l'Esprit qui gémit dans nos cœurs : « Viens, Seigneur Jésus, viens vite ».